

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 6 SEPTEMBRE 2007

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2008
(CENTRE)**

NOR : *ASET0751261M*

IDCC : 87

Entre :

L'UNICEM régionale des industries de carrières et matériaux de construction du Centre (UNICEM Centre), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- la fédération de l'industrie du béton ;
- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;
- le syndicat des industries françaises des fibres-ciment ;
- l'association syndicale professionnelle minéraux industrie-France, pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La section fédérale régionale Centre FO ;

L'union régionale Centre CFDT,

D'autre part,

Se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphes *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, ainsi qu'à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Centre, constituée par les 6 départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992, les salaires minimaux de qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté. Ils restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001, à savoir :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	2,94
OS1	130	3,05
OS2	140	3,16
OS3	150	3,27
OQ1	160	3,38
OQ2	170	3,50
OQ3	185	3,66
OHQ	200	3,84
Chef d'équipe	225	4,12

Article 4

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants fixés ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	8,54
OS1	130	8,67

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OS2	140	8,79
OS3	150	8,92
OQ1	160	9,10
OQ2	170	9,25
OQ3	185	9,50
OHQ	200	9,75
Chef d'équipe	225	10,11

Article 5

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 8

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Ormes, le 6 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)